

Les autorités autrichiennes veulent combattre l'"abus" du droit d'asile

LE MONDE | 13.11.09 | 15h29 • Mis à jour le 13.11.09 | 16h15

Vienne Correspondante

A

rigona Zogaj s'est vu refuser l'asile en Autriche. Jeudi 12 novembre, la jeune Kosovare, âgée de 17 ans, a appris qu'elle serait expulsée du territoire autrichien, où elle est arrivée en 2002, et devra regagner son pays d'origine en compagnie de sa mère et de deux de ses frères et soeurs.

Un mois après l'adoption, par le Parlement autrichien, d'une loi plus restrictive sur le droit d'asile, le "cas Zogaj" (prononcez Tzogaï) est un exemple. Pour la droite et l'extrême droite, il faut dissuader les abus commis par des étrangers qui cherchent à s'installer dans un pays prospère, en se faisant passer pour des réfugiés persécutés.

Aux yeux de la gauche, des Verts et d'une partie de l'église catholique, cette affaire pâtit du climat xénophobe qui s'est renforcé depuis quinze ans en Autriche, sous la pression constante des forces d'extrême droite et de leurs relais dans la presse populaire.

C'est en lisant l'influent tabloïd *Kronen Zeitung*, qui en avait eu la primeur, que l'avocat de la famille Zogaj a été informé du verdict, dont il veut faire appel. Le chef du Parti de la liberté (FPÖ), Heinz-Christian Strache, principal leader de l'extrême droite, a aussitôt mis au défi la ministre de l'intérieur Maria Fekter, du parti conservateur ÖVP : *"Maintenant, il faut être conséquent et procéder à l'expulsion"*, a-t-il lancé.

"Nous y croirons lorsque les Zogaj seront vraiment expulsés au-delà de l'espace Schengen", a renchéri son rival Martin Struz, secrétaire général de l'Alliance pour l'avenir de l'Autriche (BZÖ), la formation dissidente du FPÖ fondée en 2005 par le défunt Jörg Haider. M^{me} Fekter elle-même avait déjà signalé, en janvier 2009, qu'elle appliquerait la loi sans se laisser attendrir par *"les yeux de biche"* d'Arigona.

Propagande d'extrême droite

Comme sa mère, la jeune fille a plusieurs fois menacé de se suicider pour échapper à l'expulsion. Son père et ses deux frères aînés sont retournés contre leur gré au Kosovo, tandis que les deux plus jeunes enfants de la fratrie, avaient été autorisés à revenir provisoirement auprès de leur mère. *"C'est une catastrophe humaine"*, soupire Josef Friedl, un prêtre catholique de Haute-Autriche qui avait accepté de cacher pendant des semaines Arigona, à l'automne 2007, et continue de soutenir financièrement la famille.

Mais le curé se plaint de lutter à contre-courant : *"On a malheureusement réussi à créer une mentalité qui cherche des boucs-émissaires. C'est devenu plus brutal et plus dur"*, confie-t-il au quotidien libéral *Der Standard*. Les Zogaj ont perdu le capital de sympathie dont ils bénéficiaient il y a deux ans, lorsque la commune de Haute-Autriche où réside Arigona appuyait à l'unanimité ses démarches.

Les péripéties de ce feuilleton ont lassé l'opinion, travaillée par la propagande du FPÖ, qui a fait de la surveillance des étrangers son thème porteur et sait exploiter les statistiques de la police : les non-Autrichiens sont 10,3 % de la population, mais 27 % des personnes soupçonnées de délit en 2008.

"L'ÖVP assume la même posture, et la social-démocratie (qui gouverne avec la droite) est comme le lapin devant le serpent, terrifiée de perdre des voix", déclare au *Monde* la députée Alev Korun, chargée de l'intégration chez les Verts. Mais ces derniers ne recueillent guère que 10 % des intentions de vote, contre 26 %

pour l'ensemble de l'extrême droite. 26 % est aussi la proportion d'Autrichiens, selon une étude de l'université d'Innsbruck, qui peuvent être qualifiés de "*xénophobes*".

Joëlle Stolz

Article paru dans l'édition du 14.11.09
